

Les profils politiques
à l'élection présidentielle de 2022 :

La tentation radicale de modérés en quête d'une économie mieux régulée

Analyse réalisée à partir des réponses d'un échantillon représentatif
de 1648 personnes aux questions du test de positionnement politique Politest

Synthèse de l'étude

Laurent Cald, février 2023

laurent.cald@politest.fr

Le Politest est un test de positionnement politique sur internet qui existe depuis 2005. Il est composé de douze questions (sur les impôts, la mondialisation, la religion, l'immigration...) qui visent à mettre en évidence les « valeurs » qui déterminent les positions sur trois grandes thématiques : l'économique et le social, les manières de vivre, l'identité et la responsabilité. Ces valeurs permettent d'établir un « profil politique », qui peut être comparé au profil politique des différents partis afin de distinguer celui ou ceux qui s'en rapprochent le plus.

Chaque jour, plusieurs centaines de personnes viennent faire le test, la fréquentation augmentant notablement en période électorale. A partir de mars 2022, des questions leur ont été posées à l'ouverture du test pour connaître leur tranche d'âge, leur profession, ainsi que leur positionnement politique (tel qu'ils le perçoivent, avant de faire le test) et leur candidat préféré à l'élection présidentielle (pour le premier tour, puis pour le second tour). Entre mars et juillet 2022, 38 100 personnes ont renseigné le formulaire. A partir de ces 38 100 réponses, un échantillon réduit à 1 648 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus en termes de tranches d'âges et de catégories socio-professionnelles, a été constitué par tris aléatoires. C'est l'analyse des réponses de cet échantillon représentatif qui a permis de dresser le « profil politique » des Français à l'élection présidentielle de 2022, à partir des valeurs politiques mises en évidence par le questionnaire du Politest (les politiques qu'ils réclament), et non pas selon leurs positionnements ou préférences partisans déclarés (ou non).

Les résultats donnés par l'algorithme du Politest ne sont jamais utilisés dans l'analyse. Seules les réponses au questionnaire sont utilisées.

Cette analyse permet d'apporter un éclairage inédit sur des questions telles que :

- Qu'est-ce qui explique le niveau de l'abstention ?
- Pourquoi une partie des électeurs se décident-ils au dernier moment ?
- Quelle a été la part du vote de barrage anti-Le Pen dans le vote Macron ?
- Que recouvre le « macronisme » ?
- Qu'est-ce qui peut faire gagner la gauche ?
- Qu'est-ce qui peut sauver LR ?
- Qu'est-ce qui fait l'attrait du RN ?
- Comment les ouvriers ont-ils pu passer du PCF au RN ?
- Quel est le véritable carburant du populisme ?

Détermination des profils politiques

Chacune des trois grandes thématiques abordées dans le test permet de se situer sur un axe gauche-droite :

- L'économique et le social :
 - À gauche, l'interventionnisme : politiques favorables à l'intervention de l'Etat dans l'économie.
 - À droite, le libéralisme : politiques favorables au désengagement de l'Etat.
- Les manières de vivre :
 - À droite, le conservatisme : respect des valeurs léguées par les générations précédentes, respect des normes établies.
 - À gauche, le « laisser-faire » : liberté de ne pas tenir compte de ces normes.
- L'identité et la responsabilité : entre le « contexte » et la « naissance », qu'est-ce qui est le plus déterminant pour comprendre qui nous sommes et comment nous nous comportons ?
 - À gauche, prépondérance du « contexte ».
 - À droite, prépondérance de la « naissance ».

Ce troisième axe est une spécificité de la méthode d'analyse du Politest. Il permet de distinguer les positionnements sur les questions liées à la délinquance, le mérite individuel ou l'immigration.

On peut se situer plus ou moins à gauche ou plus ou moins à droite sur chacun de ces trois axes, qui peuvent être indépendants les uns des autres.

C'est la combinaison de ces trois axes qui donne le profil politique.

« Ouverts » et « Fermés »

De nombreux politologues considèrent que le principal clivage réside aujourd'hui entre partisans d'une « société ouverte » et partisans d'une « société fermée ».

« Ouverts » et « Fermés » ont donc fait l'objet d'une caractérisation, à partir de deux critères :

- la position sur la mondialisation : ont été considérées comme « fermées » les personnes ayant choisi une position « interventionniste » à la question sur la mondialisation (parmi cinq positions, allant d'« ultra-interventionniste » à « ultra-libérale ») ;
- le positionnement sur les questions liées à l'identité et à la responsabilité : les valeurs que font ressortir les questions sur cette thématique déterminent, entre autres, le rapport à l'étranger et les critères d'appartenance à la conception que chacun a de la communauté nationale.

70% des répondants privilégient une position interventionniste sur la mondialisation et peuvent donc être considérés comme « fermés » selon ce critère. Selon le critère de l'identité et de la responsabilité, les « Fermés » représentent 58% de la population.

Six catégories ont ainsi été distinguées selon ces deux critères :

- Les « Ouverts critiques » : ouverts sur les questions d'identité et de responsabilité (favorables à 75% au droit de vote des immigrés, par exemple), et critiques de la mondialisation, dont les effets néfastes nécessitent selon eux davantage de régulation de la part des Etats. Les personnes de cette catégorie sont majoritairement très interventionnistes sur les questions économiques et

sociales en général. Ces « Ouverts critiques », qui sont plus souvent issus des professions intermédiaires (enseignants par exemple) représentent 27% de la population en âge de voter ;

- Les « Ouverts sociaux-libéraux » : ouverts sur les questions d'identité et de responsabilité, et considérant que la mondialisation peut être une chance si on permet aux populations et aux entreprises d'y trouver leur place. Ils représentent 9% de la population. Les cadres y sont sur-représentés ;
- Les « Modérés critiques » : au centre ou à droite sur les questions d'identité et de responsabilité (même positionnement que les personnes qui se déclarent « au centre-droit »), et demandeurs de davantage de protection face aux conséquences de la mondialisation sur certains secteurs de l'économie et sur l'emploi. Même s'ils sont majoritairement « interventionnistes », ils peuvent aussi être « libéraux » lorsqu'il n'est pas question de mondialisation. Ils sont plus souvent employés ou ouvriers, et représentant 29% de la population ;
- Les « Modérés libéraux » : au centre ou à droite (à l'image des personnes « de centre-droit ») sur les questions d'identité et de responsabilité, mais considérant que la mondialisation peut être une chance. Ils sont plus souvent chefs d'entreprises, cadres ou professions libérales, et représentent 13% de la population ;
- Les « Protectionnistes » : très fermés sur les questions d'identité (opposés à une certaine immigration), et critiques de la mondialisation. Plus souvent employés ou ouvriers, ils représentant 15% de la population ;
- Les « Identitaires libéraux » : très fermés sur les questions d'identité, et considérant que la mondialisation peut être une chance. Plus souvent retraités, cadres, chefs d'entreprises, ou agriculteurs, ils sont majoritairement âgés de plus de 65 ans, et représentent 7% de la population en âge de voter.

L'analyse, selon ces catégories, des tendances déclarées par les répondants, montre que plus ils se déclarent « à gauche », ou proches de partis de gauche, plus ils sont « ouverts critiques », et plus ils se déclarent « à droite », ou proches de partis de droite, plus ils sont « protectionnistes » ou « identitaires libéraux ». C'est au centre et au centre-gauche que les « Ouverts sociaux-libéraux » sont les plus représentés, et au centre et à droite que les « Modérés libéraux » sont les plus représentés. Les « identitaires libéraux » se situent quasi-exclusivement à droite. Une catégorie est assez fortement présente de la gauche jusqu'à la droite de la droite : les « Modérés critiques ».

Selon le critère retenu, les partis les plus « ouverts » sont soit les partis de gauche (critère de l'identité et de la responsabilité), soit les partis du centre et de la droite non radicale (critère de la mondialisation).

Le profil politique dressé à partir des trois axes « l'économique et le social », « les manières de vivre », et « l'identité et la responsabilité » permet de distinguer les différentes tendances politiques, ce qui les rapproche, et ce qui les différencie. Appliqué à l'ensemble de l'échantillon représentatif, il permet de savoir quelles politiques réclament, globalement, les Français. Appliqué en fonction des préférences indiquées pour l'élection présidentielle, il permet de savoir ce que les Français attendent des candidats.

Le profil politique de Français insatisfaits.

Les Français sont en demande de politiques économiques et sociales « de gauche » : près des deux-tiers sont « interventionnistes » (favorables à l'intervention de l'Etat) contre un tiers qui sont « libéraux » (favorables au désengagement de l'Etat). Mais ils sont encore plus nombreux à demander davantage d'interventionnisme pour les protéger des effets de la mondialisation économique, 30% seulement estimant qu'elle peut être une opportunité. Ils sont plutôt à gauche sur les manières de vivre (près de la moitié sont « laisser-faire », contre un peu plus de 40% de « conservateurs »). Et ils sont en revanche plutôt au centre-droit sur les questions d'identité et de responsabilité, près de 60% privilégiant « la naissance », mais avec seulement un peu plus de 20% d'« identitaires » (très à droite).

Comme priorité, parmi les choix proposés à la fin du test, ils sont plus nombreux à choisir « la façon d'envisager les problèmes économiques et sociaux », que « l'idée qu'on se fait de la France, ou de l'Europe, ou du monde », ou « les questions de société, l'évolution des mœurs ».

Si, comme le disent les études d'opinion, les Français ont la nostalgie d'une France révolue, ce qu'ils semblent regretter c'est donc moins sa grandeur sur le plan international, ses immigrés plus discrets ou l'évolution de ses mœurs, que son système de santé qui faisait leur fierté, ses trains qui desservaient les petites villes, et ses services publics qui étaient présents sur tout le territoire.

Le macronisme souvent en phase avec ce que souhaitent les Français, mais pas sur l'économique et le social.

Les sympathisants LREM, comme les personnes qui ont exprimé une préférence pour E. Macron au 1^{er} tour, sont majoritairement au centre-droit sur l'identité et la responsabilité, et le plus souvent au centre-gauche sur les manières de vivre et au centre – centre-droit sur l'économique et le social. Comme une majorité de Français, donc, sauf sur l'économique et le social, où les Français sont majoritairement plus à gauche.

Si la politique du gouvernement reflète les aspirations de sa base électorale, alors elle est en phase avec ce que réclament une majorité de Français, tant qu'il n'est pas question de politique économique et sociale.

Une gauche sans attrait quand elle ne peut pas promettre une politique économique « de gauche ».

Le profil des Français (plutôt à droite sur l'identitaire, à gauche sur l'économique et le social et les manières de vivre) peut expliquer la prépondérance de la droite au niveau local, là où les politiques économiques ou sociétales comptent moins que le sentiment de proximité avec les élus (le partage des mêmes valeurs sur les questions d'identité).

Le profil des Français pourrait aussi expliquer que la gauche n'ait accédé au pouvoir que lorsqu'elle laissait entrevoir la possibilité d'une politique économique clairement « de gauche ». Car sans la promesse d'une politique « de gauche », il n'y a pas d'intérêt pour les Français à choisir la gauche plutôt que la droite : grâce à l'influence du centre-droit, moins « conservateur », la droite n'apparaît pas en décalage avec une population pourtant plutôt « laisser-faire » sur les manières de vivre ; de ce fait, à politiques économiques à peu près équivalentes, la préférence des Français va à ceux avec lesquels ils sont le plus en phase sur les questions d'identité et de responsabilité : les candidats de

droite. Cela expliquerait les défaites de 1986 après le tournant de la rigueur, de 1993 après la politique « du franc fort », de 2002 après « L'Etat ne peut pas tout » de L. Jospin, ou de 2017 après le quinquennat de F. Hollande et sa « politique de l'offre » ; et à l'inverse, cela expliquerait les victoires de F. Mitterrand en 1981, de la « gauche plurielle » en 1997, et de F. Hollande et sa taxe à 75% en 2012.

Un abstentionnisme nourri par l'absence de réponse sur l'économique et le social.

Ces vingt dernières années, que ce soient la gauche ou la droite qui aient gouverné, la politique économique qui a été menée a oscillé entre centre-gauche et centre-droit, sans que jamais ne soit remise en question la nécessité de s'insérer dans la compétition internationale. Pour des Français majoritairement « interventionnistes », et encore plus souvent critiques d'une mondialisation dont ils souhaitent être protégés des effets néfastes, il est probable que cette absence de réponse à leurs attentes de la part des partis « de gouvernement » ait été la cause de leur désintérêt pour les élections.

Une partie des électeurs tentés aussi bien par le centre que par la gauche ou la droite de la droite.

Les catégories « Ouverts » / « Fermés » sont le plus souvent relativement homogènes en termes de tendances politiques, sauf une : celles des « modérés critiques », qui se situent au centre ou à droite (droite non radicale) sur les questions d'identité et de responsabilité, et qui sont critiques de la mondialisation et de ses effets sur l'emploi et certains secteurs de l'économie. Majoritairement favorables à des politiques économiques de gauche, même si certains sont « libéraux » (sauf sur la mondialisation), ces « modérés critiques » sont susceptibles de voter aussi bien pour la gauche, que pour la droite de la droite, ou pour le centre-droit selon ce qu'ils finissent par juger prioritaire : à gauche s'ils souhaitent d'abord une politique plus « interventionniste » ; à la droite de la droite s'ils veulent simplement être mieux protégés de la mondialisation ; au centre-droit s'ils restent indécis, se contentant de privilégier la proximité avec leurs valeurs sur l'identitaire.

Si des électeurs hésitent jusqu'au dernier moment avant de voter, c'est donc probablement parmi ces « modérés critiques » qu'ils se trouvent.

Trois gauches « irréconciliables » ?

90% des personnes se positionnant à gauche sont « interventionnistes » (et le plus souvent « très interventionnistes ») dans le domaine économique et social, les trois-quarts sont « laisser-faire » pour ce qui est des manières de vivre, et les deux-tiers privilégient « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

On trouve ainsi à gauche :

- des critiques de la mondialisation à la fois très à gauche sur l'économique et le social et sur l'identité et la responsabilité ;
- des critiques de la mondialisation à gauche sur l'économique et le social et au centre-gauche ou à droite (droite modérée) sur l'identité et la responsabilité ;
- des personnes pour qui la mondialisation peut être une chance, plus au centre sur l'économique et le social et sur l'identité et la responsabilité.

Les premiers ne s'entendront pas avec les deuxièmes sur les questions liées au communautarisme ou aux politiques de sécurité ; les deuxièmes ne s'entendront pas avec les troisièmes sur la politique économique, et en particulier sur la nécessité de mieux se protéger des effets de la mondialisation ; les premiers et les troisièmes ne seront d'accord sur rien, mis à part sur les questions sociétales (PMA pour toutes, droit à l'avortement, lutte contre l'homophobie...).

Il n'y aurait donc pas « deux gauches irréconciliables », mais *trois*.

La NUPES : plus de similitudes que de différences parmi les sympathisants.

A gauche, au vu du profil des sympathisants des partis qui composent la NUPES, le principe d'une union apparaît cependant justifié par le fait qu'ils partagent tout de même beaucoup plus de valeurs qu'ils n'ont de désaccords. Parmi ces valeurs communes, il y a en premier lieu l'interventionnisme en matière économique et sociale. Les « ouverts sociaux-libéraux » et « modérés libéraux » ne représentent en effet que 16% des électeurs de la NUPES, à peu près autant que parmi les sympathisants du PS (19%), en décalage avec l'image que peuvent en donner les anciens soutiens de F. Hollande. Les sympathisants des partis constitutifs de la NUPES sont également très majoritairement « laisser-faire » sur les manières de vivre, et privilégient en majorité « le contexte » pour l'identité et la responsabilité.

Pour limiter les dissensions au sein de cette union, elle n'a pas d'autre choix que d'ignorer les « ouverts sociaux-libéraux » et les « modérés libéraux », très minoritaires et qui ont trop de désaccords avec le reste des sympathisants. La NUPES n'aura plus ainsi qu'à gérer ses contradictions sur le communautarisme, les politiques de sécurité ou le nucléaire. Le mieux pour elle étant d'évoquer ces sujets le moins possible pour ne pas repousser des « modérés critiques » qui, sur l'économique et le social, seraient prêts à la rejoindre.

A droite : pour LR pris en tenaille entre Renaissance et le RN, le salut passera-t-il par un retour aux sources ?

LR apparaît comme central à droite : libéral, conservateur, et privilégiant « la naissance ». Mais une partie de ses sympathisants partagent les valeurs de partis centristes comme Horizons et LREM (sur l'identité et la responsabilité, sur l'économique et le social), quand d'autres partagent celles du RN ou Reconquête (tant sur l'identité et la responsabilité que sur les manières de vivre). LREM attire davantage les « modérés » ; le RN attire davantage les « protectionnistes » et les « identitaires libéraux » ; Reconquête (plus conservateur, plus « naissance ») représente mieux les valeurs de la droite « identitaire ».

Au vu de la concurrence à droite, le seul positionnement qui permettrait à LR de se distinguer est celui d'une droite « modérée critique » conservatrice : une droite gaulliste, en somme.

A la droite de la droite, Reconquête limité par sa radicalité, le RN porté par sa critique de la mondialisation

Les sympathisants de Reconquête sont très à droite sur les questions d'identité, mais aussi souvent très conservateurs. Les « modérés » y sont peu nombreux, contrairement au RN, où ils représentent 40% des sympathisants (pour la plupart « modérés critiques »). Si Reconquête conserve un

positionnement radical sans mettre l'accent sur la protection contre les effets de la mondialisation, il pourra difficilement étendre son influence à droite.

Le RN, au contraire, par l'affichage d'une politique volontariste pour contrer les effets de la mondialisation, et la mise au second plan de sa radicalité sur les questions d'identité, apparaît en mesure d'attirer des modérés. Reste que, au vu du profil de ses sympathisants, c'est un parti « libéral » sur l'économie dès lors qu'il n'est pas question de mondialisation, ce qui n'est pas un handicap à droite, mais pourrait constituer un frein à son attractivité auprès des indécis si cela devenait plus visible.

Comment les ouvriers ont-ils pu passer du PCF au RN ?

« Modérés critiques » et « protectionnistes » sont des catégories dans lesquelles les ouvriers (et aussi les employés) sont sur-représentés.

A l'époque où le PCF était majoritaire chez les ouvriers, c'étaient ses positions anticapitalistes qui fédéraient les sympathisants. Si les intellectuels proches du PCF, qui dénonçaient par exemple les exactions de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, pouvaient être considérés comme des « ouverts critiques », les ouvriers, moins impliqués dans ces combats, étaient souvent probablement plus proches des « modérés critiques » ou des « protectionnistes » d'aujourd'hui, avec donc des valeurs de droite sur les questions d'identité et de responsabilité.

Quand l'Union Soviétique s'est effondrée, les ouvriers qui votaient communistes se sont retrouvés orphelins : plus aucun parti à gauche vers lequel se tourner, avec un PCF démonétisé, une extrême-gauche trop éloignée de leurs valeurs sur l'identité, et un PS menant alors des politiques plus sociales-libérales que socialistes.

Or à cette époque le FN se présentait comme le chantre de l'anti-mondialisation, dénonçant le « libre-échangeisme » à l'origine des délocalisations et de la destruction des emplois industriels. Pour des « modérés critiques », et a fortiori pour des « protectionnistes », la proposition était tentante : assez peu de concessions à faire sur les valeurs identitaires, et le sentiment d'être entendu sur la défense des emplois mis à mal par la concurrence internationale.

Le positionnement d'un Fabien Roussel, moins marqué à gauche sur les questions d'identité et de responsabilité, serait donc de nature à faire revenir les ouvriers vers la gauche.

Même s'il y a des passerelles entre eux, les extrêmes ne se « rejoignent » pas.

Les profils à la gauche de la gauche et à la droite de la droite montrent que les extrêmes, loin de se rejoindre, sont aux antipodes l'un de l'autre : leurs valeurs sont diamétralement opposées. Et à la gauche de la gauche, on vote à gauche (ou on ne vote pas), et à la droite de la droite, on vote à droite.

S'il y a des passerelles entre eux, elles ne sont le fait que de « modérés critiques » (critiques de la mondialisation et au centre ou à droite sur les questions identitaires) qui seraient tentés par la radicalité. Eux sont susceptibles de voter autant pour E. Macron, que pour un candidat de la gauche de la gauche ou un candidat de la droite de la droite.

Un développement du populisme sans lien avec l'immigration ou l'insécurité.

Depuis le péronisme argentin jusqu'à Viktor Orban en Hongrie, les « populismes » sont souvent l'alliance de politiques économiques « de gauche » (interventionnistes) et d'un positionnement « de droite » (priviliégiant « la naissance ») sur les questions identitaires.

Si le populisme de gauche allie un positionnement très à gauche sur l'économique et le social, et plutôt à droite sur les questions d'identité, alors il n'a pas sa traduction dans le paysage politique français : seul le PCF, avec un F. Roussel vantant « la bonne bouffe » (identité) et la « valeur travail » (responsabilité), pourrait s'en rapprocher, mais ses positions « ouvertes » sur l'immigration l'empêchent de rentrer complètement dans cette catégorie.

Si le populisme de droite allie un positionnement très à droite sur les questions d'identité, et plutôt à gauche sur l'économique et le social, et en particulier sur la mondialisation, alors le RN, tel qu'il se présente, peut en revanche rentrer dans cette catégorie.

Les plus susceptibles de porter leurs voix sur l'un comme sur l'autre de ces « populismes » sont les « modérés critiques » : critiques de la mondialisation et de ses effets sur l'emploi et certains secteurs de l'économie, et au centre ou à droite (droite non radicale) sur les questions d'identité et de responsabilité (rejet de l'assistanat, des devoirs avant des droits, des immigrés qui doivent respecter les valeurs du pays d'accueil). Mais faute de réponse crédible à gauche, c'est aujourd'hui vers le RN qu'ils sont tentés de se tourner. Ce sont eux qui viennent grossir les rangs des électeurs de M. Le Pen. Sans ces « modérés critiques », la candidate RN n'attirerait quasiment que des « protectionnistes » ou des « identitaires libéraux », qui représentent à peine plus de 20% des électeurs.

Le risque populiste vient donc de l'absence de réponse politique aux aspirations de ces « modérés critiques », dont les valeurs sur l'identité et la responsabilité sont celles du centre-droit, incarnées, pour l'essentiel, dans le pouvoir actuel. Ce n'est donc pas par des surenchères sur l'immigration ou la sécurité qu'on les retiendra d'aller vers le RN, mais plutôt par des actions concrètes pour les protéger contre le risque de voir leurs emplois disparaître du fait de la concurrence extérieure, ou pour leur assurer un accès à des services publics de qualité.

« Le protectionnisme, c'est la guerre ».

Les populations réclament du protectionnisme lorsqu'elles estiment que c'est la solution qui leur permettra d'être protégé d'une concurrence extérieure qui les met en danger. Si ceux qu'elles portent au pouvoir pour mettre en œuvre ce protectionnisme sont, par ailleurs, porteurs de valeurs identitaires fortes, alors le risque est grand d'une confrontation des nationalismes : le protectionnisme peut ainsi mener à la guerre.

Mais un protectionnisme économique mis en œuvre par des gouvernements « ouverts » ou « modérés » sur les questions d'identité présenterait-il les mêmes risques ? Car c'est l'absence de réponse de la part des « ouverts » ou des « modérés » à cette demande de protection vis-à-vis de la concurrence extérieure qui pousse les électeurs « ouverts » à s'abstenir, et les « modérés » à voter pour la droite identitaire contemptrice du libre-échange.

Ce n'est donc peut-être pas tant le protectionnisme qui mène à la guerre, que l'impression de passivité des gouvernements « ouverts » ou « modérés » devant les conséquences de la concurrence extérieure sur une partie de la population.

Emmanuel Macron réélu grâce aux anti-Macron ?

A la question « Quel est votre candidat(e) préféré(e) » pour le second tour, seuls 22% répondent « Emmanuel Macron » (comme 22% qui répondent « Marine Le Pen »). 34% des électeurs s'étant abstenu ou ayant voté blanc ou nul, ces 22% correspondent à 33% des votes exprimés. D'où viennent alors les 26% qui ont permis à E. Macron d'attendre son score de 59% ?

Selon les projections qui peuvent être faites à partir des préférences exprimées selon les types de profils, plus de la moitié des voix manquantes proviendraient de personnes qui ont répondu « aucun des deux » à la question du ou de la candidat(e) préféré(e). Et parmi elles, les « ouverts critiques » contribueraient à près de 10%.

E. Macron a donc très probablement été réélu grâce aux voix d'anti-Macron encore plus anti-Le Pen, dont une majorité proviendraient de la gauche. Si c'est le cas, il est difficile pour lui d'affirmer qu'il a été élu pour appliquer le programme qu'il a annoncé pendant sa campagne.

Les perspectives pour la prochaine élection présidentielle.

Si la gauche ne se défait pas de ses « libéraux » et continue à afficher des positions trop à gauche sur l'identité et la responsabilité, et si la droite s'enferme dans une vaine compétition avec l'extrême-droite, la prochaine élection présidentielle risque de voir s'affronter, une fois encore, le camp macroniste et M. Le Pen.

Or aujourd'hui on a :

- A gauche, des « ouverts critiques » (27%) qui votent quasi-systématiquement à gauche, ou bien pour E. Macron, le plus souvent pour faire barrage à M. Le Pen ;
- Des « ouverts sociaux-libéraux » (9%) acquis à E. Macron ;
- Des « modérés critiques » (29%) très partagés, susceptibles de voter Macron aussi bien que Le Pen ;
- Des « modérés libéraux » (13%), qui votent très majoritairement pour E. Macron ;
- Des « protectionnistes » (15%), acquis à M. Le Pen ;
- Des « identitaires libéraux » (7%), très majoritairement pro-Le Pen.

Pour la majorité actuelle, si une politique économique beaucoup plus interventionniste (hausse des impôts des plus riches et des grandes entreprises...), capable de retenir les « ouverts critiques », est exclue, du moins la protection contre les effets négatifs de la mondialisation doit-elle devenir un objectif prioritaire, sous peine de voir les « modérés critiques » préférer massivement M. Le Pen aux prochaines élections.

Conclusion :

Tant que la droite LR ne sera pas clairement critique des effets de la mondialisation sur la situation économique et sociale, elle sera distancée par le RN.

Tant que la gauche ne sera pas à la fois clairement interventionniste sur l'économique et le social, et plus modérée sur l'identitaire, elle aura du mal à accéder au second tour ; et si elle y parvient, elle aura très peu de chance de s'imposer.

Tant que la majorité actuelle mènera une politique sociale-libérale, elle fera grossir les rangs des abstentionnistes à gauche ; tant qu'elle donnera une image d'impuissance face aux effets de la mondialisation sur la situation économique et sociale, elle perdra des électeurs du centre et de la droite.

Tant que ses adversaires ne changeront pas de logiciel, le RN augmentera ses chances de parvenir au pouvoir. Et cela n'aura aucun lien ni avec l'immigration ni avec l'insécurité.

L'étude complète (164 pages de graphiques et d'analyses) est disponible à l'adresse www.politest.fr/analyses